

TITEL XIV. — *Inwerkingtreding*

Art. 168. De artikelen 9 tot 17 hebben uitwerking met ingang van 1 januari 2013.
 De artikelen 71 en 72 alsook 104 tot 130 van dit decreet treden in werking op 1 september 2014.
 Artikel 103 van dit decreet heeft uitwerking met ingang van 1 september 2002.
 De artikelen 131 tot 139 hebben uitwerking met ingang van 1 december 2009.
 Artikel 157 heeft uitwerking met ingang van 1 september 2009.
 Artikel 154 heeft uitwerking met ingang van 2 augustus 2013.
 Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.
 Gegeven te Brussel, 11 april 2014.

De Minister-President van de Regering van de Franse Gemeenschap,
 R. DEMOTTE

De Vice-President en Minister van Kind, Onderzoek en Ambtenarenzaken,
 J.-M. NOLLET

De Vice-President en Minister van Begroting, Financiën en Sport,
 A. ANTOINE

De Vice-President en Minister van Hoger Onderwijs,
 J.-Cl. MARCOURT

De Minister van Jeugd,
 Mevr. E. HUYTEBROECK

De Minister van Cultuur, Audiovisuele Sector, Gezondheid en Gelijke Kansen,
 Mevr. F. LAANAN

De Minister van Leerplichtonderwijs en van Onderwijs voor Sociale Promotie,
 M.-M. SCHYNS

—
 Nota

(1) *Zitting 2013 – 2014.*

Stukken van het Parlement. — Ontwerp van decreet, nr. 646-1. - Verslag, nr. 646-2.

Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. - Vergadering van 10 april 2014.

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2014/203749]

15 MAI 2014. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant certaines dispositions de la deuxième partie, Livre 5, Titre 7, du Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code décretaal wallon de l'Action sociale et de la Santé, deuxième partie, Livre IV, article 283;

Vu le Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé, deuxième partie, Livre 5, Titre 7, Chapitres 1^{er}, 3 et 4;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'AWIPH, donné le 26 septembre 2013;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 11 mai 2014;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 15 mai 2014;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, l'article 3, § 1^{er};

Vu l'urgence;

Considérant qu'une modification réglementaire est immédiatement nécessaire pour permettre que, dès le premier janvier 2014, le contrôle de l'utilisation des subventions pour les services d'aide en milieu de vie se réalise sur une période de trois ans au lieu d'un an;

Sur la proposition de la Ministre de l'Action sociale;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128, § 1^{er}, de celle-ci.

Art. 2. L'article 476 du Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé est complété par le 9^o rédigé comme suit :

« 9^o Entité liée : l'entité liée à une association est l'entité telle que définie au deuxième alinéa de l'article 19, § 1^{er}, 4^o, de l'arrêté royal du 19 décembre 2003 relatif aux obligations comptables et à la publicité des comptes annuels de certaines associations sans but lucratif, associations internationales sans but lucratif et fondations. ».

Art. 3. L'article 512 du même Code est remplacé par ce qui suit :

« Art. 512. § 1^{er}. Les comptes annuels de chaque service sont transmis à l'AWIPH au plus tard le 31 mai de l'année suivant l'exercice comptable, accompagnés du rapport d'un réviseur d'entreprises dont la mission sera de certifier et, le cas échéant, de redresser les comptes.

§ 2. Ces comptes doivent également être accompagnés d'une liste exhaustive des entités liées. La comptabilité de ces entités doit par ailleurs pouvoir être consultée à la demande par les services de l'AWIPH.

§ 3. L'exercice comptable correspond à l'année civile. ».

Art. 4. L'article 513 du même Code est remplacé par ce qui suit :

« Art. 513. Dans les cas où des prestations sont effectuées par une entité liée, les prestataires actent leur présence au registre du personnel. »

Art. 5. A l'article 527 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1^o le paragraphe 2 est remplacé par ce qui suit :

« § 2. Si le montant total des charges de personnel du service est inférieur à quatre-vingt-cinq pour cent de sa subvention annuelle, la différence est récupérée au moment du contrôle de l'utilisation des subventions par l'AWIPH. »;

2^o il est inséré un paragraphe 3 rédigé comme suit :

« § 3. Le contrôle de l'utilisation des subventions par l'AWIPH se réalise sur des périodes de trois ans. A l'issue de chacune d'elles, si le montant total des charges admissibles est inférieur aux subventions correspondantes, la différence est récupérée, déduction faite des récupérations visées au paragraphe 1^{er} »;

3^o il est inséré un paragraphe 4 rédigé comme suit :

« § 4. Par dérogation au paragraphe 3, le service d'accompagnement en accueil de type familial pour personnes handicapées qui existe au sein d'une entité administrative comprenant des services subventionnés par l'AWIPH peut opter pour un contrôle annuel.

Toutefois, si le service opte pour un contrôle triennal, il communique à l'AWIPH, selon les modalités qu'elle détermine, pour le 30 juin de l'année qui suit l'exercice comptable, le type de contrôle choisi ainsi qu'une proposition de point de départ de la période sur laquelle l'AWIPH marque son accord.

A défaut d'avoir transmis ces informations endéans le délai visé à l'alinéa 2, le contrôle de l'ensemble des services de l'entité administrative se réalise sur base d'un rythme annuel. »

Art. 6. L'annexe 50 du même Code est remplacée par l'annexe 1^{re} jointe au présent arrêté.

Art. 7. Dans l'annexe 51 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1^o au point II, le paragraphe 3 est remplacé par ce qui suit :

« § 3. Le directeur est tenu, dans les quatre ans qui suivent le 1^{er} septembre qui suit son engagement ou sa promotion, de satisfaire à la condition suivante :

1^o soit avoir réussi les formations en deux années de 150 heures "Gestion de services pour personnes handicapées" organisées par un opérateur de formation ou par un établissement d'enseignement agréé par la Communauté française et dont le contenu est approuvé par le Comité de gestion de l'AWIPH;

2^o soit avoir réussi les modules de la spécialisation « Cadre du secteur non-marchand » organisés par l'enseignement de promotion sociale :

* « Approches des pratiques managériales »;

* « Stratégies d'organisation »;

* « Gestion de l'organisation »;

* « Exploitation des instruments comptables et budgétaires ».

2^o Le point II est complété par le paragraphe 4 rédigé comme suit :

« § 4. Le directeur, titulaire d'un master en ingénierie et action sociales, justifie la formation complémentaire. ».

Art. 8. L'article 629 du même Code est complété par le 10^o rédigé comme suit :

« 10^o Entité liée : l'entité liée à une association est l'entité telle que définie au deuxième alinéa de l'article 19, § 1^{er}, 4^o, de l'arrêté royal du 19 décembre 2003 relatif aux obligations comptables et à la publicité des comptes annuels de certaines associations sans but lucratif, associations internationales sans but lucratif et fondations. ».

Art. 9. Dans l'article 680 du même Code, l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« Ils doivent également être accompagnés d'une liste exhaustive des entités liées. La comptabilité de ces entités doit par ailleurs pouvoir être consultée à la demande par les services de l'AWIPH. »

Art. 10. L'article 681 du même Code est remplacé par ce qui suit :

« Art. 681. Dans les cas où des prestations sont effectuées par une entité liée, les prestataires actent leur présence au registre du personnel. ».

Art. 11. A l'article 706 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1^o le paragraphe 2 est remplacé par ce qui suit :

« § 2. Si le montant total des charges de personnel du service est inférieur à quatre-vingt-cinq pour cent de sa subvention annuelle, la différence est récupérée au moment du contrôle de l'utilisation des subventions par l'AWIPH. »;

2^o il est inséré un paragraphe 3 rédigé comme suit :

« § 3. Le contrôle de l'utilisation des subventions par l'AWIPH se réalise sur des périodes de trois ans. A l'issue de chacune d'elles, si le montant total des charges admissibles est inférieur aux subventions correspondantes, la différence est récupérée, déduction faite des récupérations visées au paragraphe 1^{er} »;

3^o il est inséré un paragraphe 4 rédigé comme suit :

« § 4. Par dérogation au paragraphe 3, le service d'aide à l'intégration qui existe au sein d'une entité administrative comprenant des services subventionnés par l'AWIPH peut opter pour un contrôle annuel.

Toutefois, si le service opte pour un contrôle triennal, il communique à l'AWIPH, selon les modalités qu'elle détermine, pour le 30 juin de l'année qui suit l'exercice comptable, le type de contrôle choisi ainsi qu'une proposition de point de départ de la période sur laquelle l'AWIPH marque son accord.

A défaut d'avoir transmis ces informations endéans le délai visé à l'alinéa 2, le contrôle de l'ensemble des services de l'entité administrative se réalise sur base d'un rythme annuel. ».

Art. 12. Dans l'article 1377 du même Code, l'alinéa 3 est remplacé par ce qui suit :

« Les chefs éducateurs et les éducateurs chef de groupe des services visés par le Titre 11 du Livre 5 de la deuxième partie du présent Code qui ont été engagés, avant le 1^{er} juillet 2014, comme personnel d'encadrement sur base des qualifications visées à l'article 668 du même Code, conservent la rémunération afférente à l'échelle barémique et les autres avantages pécuniaires qui leur étaient applicables avant leur engagement dans le service d'aide à l'intégration pour autant qu'ils satisfassent aux conditions visées au point II de l'annexe 102. ».

Art. 13. L'annexe 70 du même Code est remplacée par l'annexe 2 jointe au présent arrêté.

Art. 14. Dans l'annexe 71 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1^o Au point II, le paragraphe 3 est remplacé par ce qui suit :

« § 3. Le directeur est tenu, dans les quatre ans qui suivent le premier septembre qui suit son engagement ou sa promotion, de satisfaire à la condition suivante :

1^o soit avoir réussi les formations en deux années de 150 heures "Gestion de services pour personnes handicapées" organisées par un opérateur de formation ou par un établissement d'enseignement agréé par la Communauté française et dont le contenu est approuvé par le Comité de Gestion de l'AWIPH;

2^o soit avoir réussi les modules de la spécialisation « Cadre du secteur non-marchand » organisés par l'enseignement de promotion sociale :

* « Approches des pratiques managériales »;

* « Stratégies d'organisation »;

* « Gestion de l'organisation »;

* « Exploitation des instruments comptables et budgétaires ».

3^o le point II est complété par le paragraphe 4 rédigé comme suit :

« § 4. Le directeur, titulaire d'un master en ingénierie et action sociales, est exempté de la formation complémentaire prévue au paragraphe 3. ».

Art. 15. L'article 725 du même Code est complété par le 9^o rédigé comme suit :

« 9^o Entité liée : l'entité liée à une association est l'entité telle que définie au deuxième alinéa de l'article 19, § 1^{er}, 4^o, de l'arrêté royal du 19 décembre 2003 relatif aux obligations comptables et à la publicité des comptes annuels de certaines associations sans but lucratif, associations internationales sans but lucratif et fondations. ».

Art. 16. L'article 757 du même Code est remplacé par ce qui suit :

« Art. 757. § 1^{er}. Les comptes annuels de chaque service sont transmis à l'AWIPH au plus tard le 31 mai de l'année suivant l'exercice comptable.

§ 2. Ces comptes doivent être accompagnés d'une liste exhaustive des entités liées. La comptabilité de ces entités doit par ailleurs pouvoir être consultée à la demande par les services de l'AWIPH.

§ 3. L'exercice comptable correspond à l'année civile. ».

Art. 17. L'article 758 du même Code est remplacé par ce qui suit :

« Art. 758. Dans les cas où des prestations sont effectuées par une entité liée, les prestataires actent leur présence au registre du personnel. ».

Art. 18. A l'article 775 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1^o l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« Le contrôle de l'utilisation des subventions par l'AWIPH se réalise sur des périodes de trois ans. A l'issue de chacune d'elles, si le montant total des charges admissibles est inférieur aux subventions correspondantes, la différence est récupérée, déduction faite des récupérations visées à l'alinéa 1^{er} »;

2^o il est inséré trois alinéas rédigés comme suit :

« Par dérogation à l'alinéa 2, le service d'aide aux activités de la vie journalière qui existe au sein d'une entité administrative comprenant des services subventionnés par l'AWIPH peut opter pour un contrôle annuel.

Toutefois, si le service opte pour un contrôle triennal, il communique à l'AWIPH, selon les modalités qu'elle détermine, pour le 30 juin de l'année qui suit l'exercice comptable, le type de contrôle choisi ainsi qu'une proposition de point de départ de la période sur laquelle l'AWIPH marque son accord.

A défaut d'avoir transmis ces informations endéans le délai visé à l'alinéa 4, le contrôle de l'ensemble des services de l'entité administrative se réalise sur base d'un rythme annuel. ».

Art. 19. L'annexe 78 du même Code est remplacée par l'annexe 3 jointe au présent arrêté.

Art. 20. Dans l'annexe 79 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1^o au point II, le paragraphe 3 est remplacé par ce qui suit :

« § 3. Les coordinateurs AVJ sont tenus, dans les quatre ans qui suivent le premier septembre qui suit leur engagement ou leur promotion, de satisfaire à la condition suivante :

1^o soit avoir réussi les formations en deux années de 150 heures "Gestion de services pour personnes handicapées" organisées par un opérateur de formation ou par un établissement d'enseignement agréé par la Communauté française et dont le contenu est approuvé par le Comité de Gestion de l'AWIPH;

2^o soit avoir réussi les modules de la spécialisation « Cadre du secteur non-marchand » organisés par l'enseignement de promotion sociale :

* « Approches des pratiques managériales »;

* « Stratégies d'organisation »;

* « Gestion de l'organisation »;

* « Exploitation des instruments comptables et budgétaires »;

2^o le point II est complété par le paragraphe 4 rédigé comme suit :

« § 4. Le coordinateur, titulaire d'un master en ingénierie et action sociales, justifie la formation complémentaire. ».

Art. 21. L'article 769 du même Code est remplacé par ce qui suit :

« Art. 769, § 1^{er}. Le montant de la subvention de fonctionnement, en ce compris les coûts relatifs à l'entretien de l'interphonie, est fixé à 2 500,00 euros par bénéficiaire pris effectivement en charge et limité au nombre maximum de bénéficiaires fixés dans la décision d'agrément.

§ 2. Le montant fixé au § 1^{er} est lié à l'indice pivot 119, 53 qui sert de référence à l'indexation des salaires dans la Fonction publique en date du 1^{er} mai 1996.

§ 3. L'AWIPH, dans les limites des crédits budgétaires, peut accorder une subvention particulière destinée au renouvellement de la domotique du service. Ces crédits font partie de la réserve spéciale créée par l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 janvier 2014 relatif aux règles de calcul et de fixation du montant maximum d'une réserve spéciale pour l'octroi de subsides à l'investissement aux infrastructures d'aide à la vie journalière, d'accueil et d'hébergement agréées et subventionnées par l'Agence wallonne pour l'Intégration des Personnes handicapées.

Art. 22. Le présent arrêté produit ses effets au 1^{er} janvier 2014, à l'exception de l'article 12, qui entre en vigueur le 1^{er} juillet 2014.

Art. 23. La Ministre qui a la Politique des Personnes handicapées dans ses attributions est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 15 mai 2014.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances,
Mme E. TILLIEUX

ANNEXE 1^{re}

ANNEXE 50

Principes d'admissibilité des charges visées à l'article 528

I. Les charges sont réputées admissibles si elles respectent les principes généraux suivants :

- 1) elles doivent être relatives aux personnes pour lesquelles l'AWIPH a statué favorablement sur l'opportunité d'un accompagnement par le service;
- 2) elles doivent être relatives aux frais pour lesquels le Service a été subventionné;
- 3) elles doivent être raisonnables par rapport aux besoins de l'activité subventionnée;
- 4) elles doivent être comptabilisées conformément à la législation sur la comptabilité et les comptes annuels des entreprises et à ses arrêtés d'exécution;
- 5) elles doivent résulter d'échanges entre tiers et de réalités économiques tangibles. Dans le cas où les charges résultent d'échanges entre entités liées, le caractère probant des charges doit pouvoir être constaté par l'AWIPH;
- 6) elles doivent résulter d'échanges avec des personnes physiques qui ne peuvent être membres du pouvoir organisateur ou de la direction du service, ou avec des personnes morales parmi lesquelles les membres du pouvoir organisateur ou de la direction du service n'assurent pas une fonction de direction ou d'administrateur. Dans le cas contraire, le caractère probant des charges doit pouvoir être constaté par l'AWIPH;
- 7) elles ne peuvent être relatives à des forfaits, hormis lorsque ceux-ci sont justifiés par une convention qui détaille les conditions dans lesquelles les prestations professionnelles sont fournies et rémunérées;
- 8) elles doivent résulter le cas échéant, d'une imputation réalisée à partir d'une clé de répartition répondant à des critères objectifs, réalistes et concrets;
- 9) elles ne peuvent être afférentes à l'octroi d'avantages en nature.

2. Les charges suivantes en particulier sont réputées non-admissibles :

2.1. dans les comptes 60 et 61 visés au PCMN transmis par voie de circulaire aux services

- 1) la partie des frais de déplacement de service qui dépasse le taux prévu pour les agents de la Région wallonne;
- 2) les biens d'investissements de plus de 500 euros T.V.A. comprise imputés en charge dans un seul exercice;
- 3) les frais de représentation qui ne sont pas liés directement à l'activité des services;
- 4) le paiement des prestations de service qui n'ont pas fait l'objet d'une déclaration à l'administration fiscale.
- 5) les souches de restaurant non-complétées par les noms des convives ainsi que les titres auxquels ils étaient présents;
- 6) les factures de séjour en hôtel non-complétées par les noms des personnes hébergées ainsi que les titres auxquels ils étaient présents;
- 7) les charges de loyer qui ne seraient pas justifiées par un contrat de bail écrit ou une convention entre les parties, détaillant les locaux faisant l'objet du contrat;
- 7) les charges de loyers entre ASBL, sauf si elles correspondent :
Soit au revenu cadastral indexé de l'immeuble concerné, duquel est déduit l'amortissement des subsides en capital reçus des pouvoirs publics, relatifs à cet immeuble. Par revenu cadastral indexé, il faut entendre le revenu cadastral non indexé déterminé par le Service public fédéral Finances, multiplié par la formule suivante :
Soit à la valeur des amortissements de la partie non-subventionnée par des pouvoirs publics de l'immeuble concerné.

Dans ces cas seulement, les charges réputées incombant au bailleur sur la base des lois sur les baux à loyer pourront être admises comme charges du locataire.

2.2. dans les comptes 62 visés au PCMN transmis par voie de circulaire aux services :

- 1) les rémunérations ne correspondant pas aux échelles reprises à l'annexe 52 et qui ne sont pas établies conformément aux règles reprises aux points I, II et III de l'annexe 51;
- 2) les avantages complémentaires qui ne relèvent pas d'un accord officiel dans le cadre de la CP 319.02 ou du Conseil national du Travail;
- 3) les primes patronales pour assurances extra-légales visées au compte 6230;
- 4) les charges relatives aux assurances-groupes;
- 5) les dotations et utilisations de provisions pour pécules de vacances et de sortie visées aux comptes 6250 et 625;
- 6) les charges salariales ne résultant pas d'une convention ou d'un contrat de travail écrit mentionnant au moins la ou les fonctions exercées par le travailleur ainsi que le ou les volumes de prestations;
- 7) les charges de rémunération qui n'ont pas fait l'objet des déclarations auprès de l'ONSS et/ou de l'Administration fiscale.

2.3. dans les comptes 63 visés au PCMN transmis par voie de circulaire aux services :

- 1) les charges d'amortissements résultant de taux supérieurs aux taux suivants :
 - a. vingt pour cent pour les frais d'établissement visés au compte 6300;
 - b. trente-trois pour cent pour les immobilisations incorporelles visées au compte 6301;

- c. trois pour cent pour les constructions et terrains bâtis visés au compte 63020;
- d. dix pour cent pour les aménagements et transformations de bâtiments hors extensions visés au compte 63020;
- e. vingt pour cent pour les installations, machines et outillages visés au compte 63021. Le matériel informatique peut néanmoins être amorti à un taux de 33 % ;
- f. dix pour cent pour le mobilier visé au compte 63022X;
- g. vingt pour cent pour le matériel roulant visé au compte 63022X;
- h. L'un des taux précédents en fonction du type de bien concerné par le contrat de location-financement ou de droits similaires;
- i. Une dérogation à ces taux peut être accordée par l'AWIPH en cas d'acquisition d'occasion ou de biens préfabriqués. Celle-ci doit être demandée par lettre recommandée et motivée;

2.4. dans les comptes 64 visés au PCMN transmis par voie de circulaire aux services:

- 1) les amendes imputées au compte 640;
- 2) les moins-values sur créances commerciales et autres moins-values visées aux comptes 641 et 642;
- 3) les charges relatives aux montants à restituer aux pouvoirs subsidiaires visées aux comptes 646.

2.5. dans les comptes 65 visés au PCMN transmis par voie de circulaire aux services:

- 1) les charges financières non-ventilées selon leur nature dans les comptes suivants: 65000- « Charges financières d'emprunt pour investissements », 65001- « Charges financières de leasings », 65002- « Charges financières de crédits de caisse - retards Awiph ou raison impérative », 65003- « Charges financières de crédits de caisse - Autres », 6570- « Charges financières comptes bancaires », 6571- « Charges financières - placements »;
- 2) les charges de crédits de caisse sauf si le recours à ceux-ci est rendu obligatoire par un retard de paiement dû à l'Administration ou pour une raison impérative indépendante de la volonté du service. Le service doit alors prouver le retard de paiement et la responsabilité de l'Administration par une attestation à réclamer à l'AWIPH ou prouver le caractère impératif de l'événement qui a justifié le recours à un tel crédit;
- 3) les charges financières résultant des opérations de placement.

2.6. dans les comptes 66 visés au PCMN transmis par voie de circulaire aux services:

- les charges exceptionnelles visées au compte 660.

2.7. dans les comptes 69 visés au PCMN transmis par voie de circulaire aux services:

- les charges d'affectations et prélèvements ventilées dans les comptes 69.

2.8. Divers :

- 1) les dons simultanément comptabilisés en charges et en produits;
- 2) les produits des activités des institutions simultanément comptabilisés en charges et en produits;
- 3) les charges relatives à des remboursements de frais d'administrateurs sauf celles découlant de missions ponctuelles décidées par le Conseil d'Administration collégalement avec la direction.

3. Sont déduites des charges :

- 1) les subventions obtenues des pouvoirs publics lorsqu'elles couvrent précisément les mêmes charges que celles prises en compte aux termes des articles 476 à 544;
- 2) le subside de fonctionnement octroyé par la Loterie Nationale n'est pas déductible des charges;
- 3) les diverses récupérations de frais, à l'exception des dons privés, des recettes résultant de fancy-fairs ou autres opérations d'appel de fonds privés, de ventes de produits à l'extérieur du service, de la gestion de trésorerie et des recettes issues de la location d'appartements. Ces exceptions sont prises en compte si les produits concernés sont comptabilisés dans des comptes ou sous-comptes distincts et qu'en même temps les charges liées à l'organisation de ces opérations font l'objet des mêmes distinctions;
- 4) les charges relatives à l'organisation de fancy-fairs ou autres opérations d'appel de fonds privés, de ventes de produits à l'extérieur du service, de gestion de trésorerie et des recettes issues de la location d'appartements supervisés. Celles-ci doivent faire l'objet d'une comptabilisation ventilant chacun de ces types de charges tout comme les recettes obtenues suite à l'organisation de ces opérations.

4. Affectation des charges aux différentes subventions :

Sans préjudice des principes d'admissibilité des charges énoncés dans le présent arrêté :

- Sont considérées comme des charges relevant de la subvention annuelle de personnel visée à l'article 518, alinéa 1^{er}, 2^o, les charges valablement imputées dans les comptes 618 et 62 repris au PCMN visés à l'article 509;
- Les autres charges relèvent de la subvention annuelle de fonctionnement visée à l'article 518, alinéa 1^{er}, 1^o.
- Lorsque la subvention annuelle de personnel ne permet pas de couvrir l'ensemble des charges y afférentes, celles-ci peuvent être couvertes par la subvention annuelle de fonctionnement telle qu'elle est définie à l'article 518, alinéa 1^{er}, 1^o.

5. Contrôle financier :

Quand un service existe au sein d'une entité administrative comprenant des services subventionnés sur la base du Titre 11 ou sur la base du Titre 7, Chapitre 1^{er}, 2, 3 ou 4 du livre 5 de la deuxième partie du présent code, le contrôle de l'utilisation des subventions de ce service se réalise en totalisant d'une part, les subventions octroyées et d'autre part, les charges qui doivent être ventilées par section au sein de la comptabilité. Cette disposition ne s'applique que pour autant que tous les services constituant l'entité administrative dont fait partie le service agréé sur base du présent code, soient soumis à une période de contrôle des subventions identique.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014 modifiant certaines dispositions de la deuxième partie, Livre 5, Titre 7 du Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé.

Namur, le 15 mai 2014.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances,
Mme E. TILLIEUX

ANNEXE 2

ANNEXE 70

Principes d'admissibilité des charges visées aux articles 707 et 1379**I. Les charges sont réputées admissibles si elles respectent les principes généraux suivants :**

- 1) elles doivent être relatives aux personnes pour lesquelles l'AWIPH a statué favorablement sur l'opportunité d'un accompagnement par le service;
- 2) elles doivent être relatives aux frais pour lesquels le Service a été subventionné;
- 3) elles doivent être raisonnables par rapport aux besoins de l'activité subventionnée;
- 4) elles doivent être comptabilisées conformément à la législation sur la comptabilité et les comptes annuels des entreprises et à ses arrêtés d'exécution;
- 5) elles doivent résulter d'échanges entre tiers et de réalités économiques tangibles. Dans le cas où les charges résultent d'échanges entre entités liées, le caractère probant des charges doit pouvoir être constaté par l'AWIPH;
- 6) elles doivent résulter d'échanges avec des personnes physiques qui ne peuvent être membres du pouvoir organisateur ou de la direction du service, ou avec des personnes morales parmi lesquelles les membres du pouvoir organisateur ou de la direction du service n'assurent pas une fonction de direction ou d'administrateur. Dans le cas contraire, le caractère probant des charges doit pouvoir être constaté par l'AWIPH;
- 7) elles ne peuvent être relatives à des forfaits, hormis lorsque ceux-ci sont justifiés par une convention qui détaille les conditions dans lesquelles les prestations professionnelles sont fournies et rémunérées;
- 8) elles doivent résulter le cas échéant, d'une imputation réalisée à partir d'une clé de répartition répondant à des critères objectifs, réalistes et concrets;
- 9) elles ne peuvent être afférentes à l'octroi d'avantages en nature.

2. Les charges suivantes en particulier sont réputées non-admissibles :**2.1. dans les comptes 60 et 61 visés au PCMN transmis par voie de circulaire aux services :**

- 1) la partie des frais de déplacement de service qui dépasse le taux prévu pour les agents de la Région wallonne;
- 2) les biens d'investissements de plus de 500 euros T.V.A. comprise imputés en charge dans un seul exercice;
- 3) les frais de représentation qui ne sont pas liés directement à l'activité des services;
- 4) le paiement des prestations de service qui n'ont pas fait l'objet d'une déclaration à l'administration fiscale.
- 5) les souches de restaurant non-complétées par les noms des convives ainsi que les titres auxquels ils étaient présents;
- 6) les factures de séjour en hôtel non-complétées par les noms des personnes hébergées ainsi que les titres auxquels ils étaient présents;
- 7) les charges de loyer qui ne seraient pas justifiées par un contrat de bail écrit ou une convention entre les parties, détaillant les locaux faisant l'objet du contrat;
- 8) les charges de loyers entre ASBL, sauf si elles correspondent :
Soit au revenu cadastral indexé de l'immeuble concerné, duquel est déduit l'amortissement des subsides en capital reçus des pouvoirs publics, relatifs à cet immeuble. Par revenu cadastral indexé, il faut entendre le revenu cadastral non indexé déterminé par le Service public fédéral Finances, multiplié par la formule suivante :
Soit à la valeur des amortissements de la partie non-subventionnée par des pouvoirs publics de l'immeuble concerné.

Dans ces cas seulement, les charges réputées incombant au bailleur sur la base des lois sur les baux à loyer pourront être admises comme charges du locataire.

2.2. dans les comptes 62 visés au PCMN transmis par voie de circulaire aux services :

- 1) les rémunérations ne correspondant pas aux échelles reprises aux annexes 104 et 105 et qui ne sont pas établies conformément aux règles reprises aux points I, II et III de l'annexe 71;
- 2) les avantages complémentaires qui ne relèvent pas d'un accord officiel dans le cadre de la CP 319.02 ou du Conseil national du Travail;
- 3) les primes patronales pour assurances extra-légales visées au compte 6230;
- 4) les charges relatives aux assurances-groupes;
- 5) les dotations et utilisations de provisions pour pécules de vacances et de sortie visées aux comptes 6250 et 625;
- 6) les charges salariales ne résultant pas d'une convention ou d'un contrat de travail écrit mentionnant au moins la ou les fonctions exercées par le travailleur ainsi que le ou les volumes de prestations;
- 7) les charges de rémunération qui n'ont pas fait l'objet des déclarations auprès de l'ONSS et/ou de l'Administration fiscale.

2.3. dans les comptes 63 visés au PCMN transmis par voie de circulaire aux services :

- 1) les charges d'amortissements résultant de taux supérieurs aux taux suivants :
 - a. vingt pour cent pour les frais d'établissement visés au compte 6300;
 - b. trente-trois pour cent pour les immobilisations incorporelles visées au compte 6301;
 - c. trois pour cent pour les constructions et terrains bâtis visés au compte 63020;
 - d. dix pour cent pour les aménagements et transformations de bâtiments hors extensions visés au compte 63020;
 - e. vingt pour cent pour les installations, machines et outillages visés au compte 63021. Le matériel informatique peut néanmoins être amorti à un taux de 33 % ;
 - f. dix pour cent pour le mobilier visé au compte 63022X;
 - g. vingt pour cent pour le matériel roulant visé au compte 63022X;
 - h. L'un des taux précédents en fonction du type de bien concerné par le contrat de location-financement ou de droits similaires;
 - i. Une dérogation à ces taux peut être accordée par l'AWIPH en cas d'acquisition d'occasion ou de biens préfabriqués. Celle-ci doit être demandée par lettre recommandée et motivée;
- 2) les réductions de valeur sur créances visées aux comptes 633 et 634;
- 3) les provisions pour pensions légales et extra-légales visées au compte 635;
- 4) les provisions pour gros travaux et gros entretiens visées au compte 636;
- 5) les autres provisions visées au compte 637.

2.4. dans les comptes 64 visés au PCMN transmis par voie de circulaire aux services :

- 1) les amendes imputées au compte 640;
- 2) les moins-values sur créances commerciales et autres moins-values visées aux comptes 641 et 642;
- 3) les charges relatives aux montants à restituer aux pouvoirs subsidiaires visées aux comptes 646.

2.5. dans les comptes 65 visés au PCMN transmis par voie de circulaire aux services :

- 1) les charges financières non-ventilées selon leur nature dans les comptes suivants : 65000- « Charges financières d'emprunt pour investissements », 65001- « Charges financières de leasings », 65002- « Charges financières de crédits de caisse - retards Awiph ou raison impérative », 65003- « Charges financières de crédits de caisse - Autres », 6570- « Charges financières comptes bancaires », 6571- « Charges financières - placements »;
- 2) les charges de crédits de caisse sauf si le recours à ceux-ci est rendu obligatoire par un retard de paiement dû à l'Administration ou pour une raison impérative indépendante de la volonté du service. Le service doit alors prouver le retard de paiement et la responsabilité de l'Administration par une attestation à réclamer à l'AWIPH ou prouver le caractère impératif de l'événement qui a justifié le recours à un tel crédit;
- 3) les charges financières résultant des opérations de placement.

2.6. dans les comptes 66 visés au PCMN transmis par voie de circulaire aux services :

- les charges exceptionnelles visées au compte 660.

2.7. dans les comptes 69 visés au PCMN transmis par voie de circulaire aux services :

- les charges d'affectations et prélèvements ventilées dans les comptes 69.

2.8. Divers :

- 1) les dons simultanément comptabilisés en charges et en produits;
- 2) les produits des activités des institutions simultanément comptabilisés en charges et en produits;
- 3) les charges relatives à des remboursements de frais d'administrateurs sauf celles découlant de missions ponctuelles décidées par le Conseil d'Administration collégialement avec la direction.

3. Sont déduites des charges :

- 1) les subventions obtenues des pouvoirs publics lorsqu'elles couvrent précisément les mêmes charges que celles prises en compte aux termes des articles 629 à 724;
- 2) le subside de fonctionnement octroyé par la Loterie Nationale n'est pas déductible des charges;
- 3) les diverses récupérations de frais, à l'exception des dons privés, des recettes résultant de fancy-fairs ou autres opérations d'appel de fonds privés, de ventes de produits à l'extérieur du service, de la gestion de trésorerie et des recettes issues de la location d'appartements. Ces exceptions sont prises en compte si les produits concernés sont comptabilisés dans des comptes ou sous-comptes distincts et qu'en même temps les charges liées à l'organisation de ces opérations font l'objet des mêmes distinctions;
- 4) les charges relatives à l'organisation de fancy-fairs ou autres opérations d'appel de fonds privés, de ventes de produits à l'extérieur du service, de gestion de trésorerie et des recettes issues de la location d'appartements supervisés. Celles-ci doivent faire l'objet d'une comptabilisation ventilant chacun de ces types de charges tout comme les recettes obtenues suite à l'organisation de ces opérations.

4. Affectation des charges aux différentes subventions :

Sans préjudice des principes d'admissibilité des charges énoncés dans le présent arrêté :

- Sont considérées comme des charges relevant de la subvention annuelle de personnel visée à l'article 694, alinéa 1^{er}, 2^o, les charges valablement imputées dans les comptes 618 et 62 repris au PCMN visés à l'article 677;
- Les autres charges relèvent de la subvention annuelle de fonctionnement visée à l'article 694, alinéa 1^{er}, 1^o.

5. Contrôle financier :

Quand un service existe au sein d'une entité administrative comprenant des services subventionnés sur la base du Titre 11 ou sur la base du Titre 7, chapitre 1, 2, 3 ou 4 du livre 5 de la deuxième partie du présent code, le contrôle de l'utilisation des subventions de ce service se réalise en totalisant d'une part, les subventions octroyées et d'autre part, les charges qui doivent être ventilées par section au sein de la comptabilité. Cette disposition ne s'applique que pour autant que tous les services constituant l'entité administrative dont fait partie le service agréé sur base du présent code, soient soumis à une période de contrôle des subventions identique.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014 modifiant certaines dispositions de la deuxième partie, Livre 5, Titre 7 du Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé

Namur, le 15 mai 2014.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances,

Mme E. TILLIEUX

ANNEXE 3

ANNEXE 78

Principes d'admissibilité des charges des services d'aide aux activités de la vie journalière visées à l'article 776**I. Les charges sont réputées admissibles si elles respectent les principes généraux suivants :**

- 1) elles doivent être relatives aux personnes pour lesquelles l'AWIPH a statué favorablement sur l'opportunité d'un accompagnement par le service;
- 2) elles doivent être relatives aux frais pour lesquels le Service a été subventionné;
- 3) elles doivent être raisonnables par rapport aux besoins de l'activité subventionnée;
- 4) elles doivent être comptabilisées conformément à la législation sur la comptabilité et les comptes annuels des entreprises et à ses arrêtés d'exécution;
- 5) elles doivent résulter d'échanges entre tiers et de réalités économiques tangibles. Dans le cas où les charges résultent d'échanges entre entités liées, le caractère probant des charges doit pouvoir être constaté par l'AWIPH;
- 6) elles doivent résulter d'échanges avec des personnes physiques qui ne peuvent être membres du pouvoir organisateur ou de la direction du service, ou avec des personnes morales parmi lesquelles les membres du pouvoir organisateur ou de la direction du service n'assurent pas une fonction de direction ou d'administrateur. Dans le cas contraire, le caractère probant des charges doit pouvoir être constaté par l'AWIPH;

7) elles ne peuvent être relatives à des forfaits, hormis lorsque ceux-ci sont justifiés par une convention qui détaille les conditions dans lesquelles les prestations professionnelles sont fournies et rémunérées;

8) elles doivent résulter le cas échéant, d'une imputation réalisée à partir d'une clé de répartition répondant à des critères objectifs, réalistes et concrets;

9) elles ne peuvent être afférentes à l'octroi d'avantages en nature.

2. Les charges suivantes en particulier sont réputées non-admissibles :

2.1. dans les comptes 60 et 61 visés au PCMN transmis par voie de circulaire aux services

- 1) la partie des frais de déplacement de service qui dépasse le taux prévu pour les agents de la Région wallonne;
- 2) les biens d'investissements de plus de 500 euros T.V.A. comprise imputés en charge dans un seul exercice;
- 3) les frais de représentation qui ne sont pas liés directement à l'activité des services;
- 4) le paiement des prestations de service qui n'ont pas fait l'objet d'une déclaration à l'administration fiscale;
- 5) les souches de restaurant non-complétées par les noms des convives ainsi que les titres auxquels ils étaient présents;

6) les factures de séjour en hôtel non-complétées par les noms des personnes hébergées ainsi que les titres auxquels ils étaient présents;

7) les charges de loyer qui ne seraient pas justifiées par un contrat de bail écrit ou une convention entre les parties, détaillant les locaux faisant l'objet du contrat;

8) les charges de loyers entre ASBL, sauf si elles correspondent :

Soit au revenu cadastral indexé de l'immeuble concerné, duquel est déduit l'amortissement des subsides en capital reçus des pouvoirs publics, relatifs à cet immeuble. Par revenu cadastral indexé, il faut entendre le revenu cadastral non indexé déterminé par le Service public fédéral Finances, multiplié par la formule suivante :

Soit à la valeur des amortissements de la partie non-subsventionnée par des pouvoirs publics de l'immeuble concerné.

Dans ces cas seulement, les charges réputées incombant au bailleur sur la base des lois sur les baux à loyer pourront être admises comme charges du locataire.

2.2. dans les comptes 62 visés au PCMN transmis par voie de circulaire aux services :

1) Dans les services d'aide aux activités de la vie journalière, les rémunérations ne correspondant pas aux échelles barémiques 1, 2, 3, 5, 6, 8, 11, 13, 19, 24 à l'exception des personnes engagées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté qui bénéficiaient d'un barème supérieur au barème d'assistant AVJ du fait de qualifications supérieures aux qualifications requises à l'annexe 76;

2) les avantages complémentaires qui ne relèvent pas d'un accord officiel dans le cadre de la CP 319.02 ou du Conseil national du Travail;

3) les primes patronales pour assurances extra-légales visées au compte 6230;

4) les charges relatives aux assurances-groupes;

5) les dotations et utilisations de provisions pour pécules de vacances et de sortie visées aux comptes 6250 et 625;

6) les charges salariales ne résultant pas d'une convention ou d'un contrat de travail écrit mentionnant au moins la ou les fonctions exercées par le travailleur ainsi que le ou les volumes de prestations;

7) les charges de rémunération qui n'ont pas fait l'objet des déclarations auprès de l'ONSS et/ou de l'Administration fiscale.

2.3. dans les comptes 63 visés au PCMN transmis par voie de circulaire aux services :

1) les charges d'amortissements résultant de taux supérieurs aux taux suivants :

- a. vingt pour cent pour les frais d'établissement visés au compte 6300;
- b. trente-trois pour cent pour les immobilisations incorporelles visées au compte 6301;
- c. trois pour cent pour les constructions et terrains bâtis visés au compte 63020;
- d. dix pour cent pour les aménagements et transformations de bâtiments hors extensions visés au compte 63020;
- e. vingt pour cent pour les installations, machines et outillages visés au compte 63021. Le matériel informatique peut néanmoins être amorti à un taux de 33 % ;
- f. dix pour cent pour le mobilier visé au compte 63022X;
- g. vingt pour cent pour le matériel roulant visé au compte 63022X;
- h. L'un des taux précédents en fonction du type de bien concerné par le contrat de location-financement ou de droits similaires;
- i. Une dérogation à ces taux peut être accordée par l'AWIPH en cas d'acquisition d'occasion ou de biens préfabriqués. Celle-ci doit être demandée par lettre recommandée et motivée;

2) les réductions de valeur sur créances visées aux comptes 633 et 634;

3) les provisions pour pensions légales et extra-légales visées au compte 635;

4) les provisions pour gros travaux et gros entretiens visées au compte 636;

5) les autres provisions visées au compte 637.

2.4. dans les comptes 64 visés au PCMN transmis par voie de circulaire aux services :

1) les amendes imputées au compte 640;

2) les moins-values sur créances commerciales et autres moins-values visées aux comptes 641 et 642;

3) les charges relatives aux montants à restituer aux pouvoirs subsidiaires visées aux comptes 646.

2.5. dans les comptes 65 visés au PCMN transmis par voie de circulaire aux services :

1) les charges financières non-ventilées selon leur nature dans les comptes suivants: 65000- « Charges financières d'emprunt pour investissements », 65001- « Charges financières de leasings », 65002- « Charges financières de crédits de caisse - retards AWIPH ou raison impérative », 65003- « Charges financières de crédits de caisse - Autres », 6570- « Charges financières comptes bancaires », 6571- « Charges financières - placements » ;

2) les charges de crédits de caisse sauf si le recours à ceux-ci est rendu obligatoire par un retard de paiement dû à l'Administration ou pour une raison impérative indépendante de la volonté du service. Le service doit alors prouver le retard de paiement et la responsabilité de l'Administration par une attestation à réclamer à l'AWIPH ou prouver le caractère impératif de l'événement qui a justifié le recours à un tel crédit;

3) les charges financières résultant des opérations de placement.

2.6. dans les comptes 66 visés au PCMN transmis par voie de circulaire aux services :

- les charges exceptionnelles visées au compte 660.

2.7. dans les comptes 69 visés au PCMN transmis par voie de circulaire aux services :

- les charges d'affectations et prélèvements ventilées dans les comptes 69.

2.8. Divers :

- 1) les dons simultanément comptabilisés en charges et en produits;
- 2) les produits des activités des institutions simultanément comptabilisés en charges et en produits;
- 3) les charges relatives à des remboursements de frais d'administrateurs sauf celles découlant de missions ponctuelles décidées par le Conseil d'Administration collégialement avec la direction.

3. Sont déduites des charges :

1) les subventions obtenues des pouvoirs publics lorsqu'elles couvrent précisément les mêmes charges que celles prises en compte aux termes des articles 725 à 783;

2) le subside de fonctionnement octroyé par la Loterie Nationale n'est pas déductible des charges;

3) les diverses récupérations de frais, à l'exception des dons privés, des recettes résultant de fancy-fairs ou autres opérations d'appel de fonds privés, de ventes de produits à l'extérieur du service, de la gestion de trésorerie et des recettes issues de la location d'appartements. Ces exceptions sont prises en compte si les produits concernés sont comptabilisés dans des comptes ou sous-comptes distincts et qu'en même temps les charges liées à l'organisation de ces opérations font l'objet des mêmes distinctions;

4) les charges relatives à l'organisation de fancy-fairs ou autres opérations d'appel de fonds privés, de ventes de produits à l'extérieur du service, de gestion de trésorerie et des recettes issues de la location d'appartements supervisés. Celles-ci doivent faire l'objet d'une comptabilisation ventilant chacun de ces types de charges tout comme les recettes obtenues suite à l'organisation de ces opérations.

4. Affectation des charges aux différentes subventions :

Sans préjudice des principes d'admissibilité des charges énoncés dans le présent arrêté :

- Sont considérées comme des charges relevant de la subvention annuelle de personnel visée à l'article 767, alinéa 1^{er}, 1^o et à l'article 768, les charges valablement imputées dans les comptes 618 et 62 repris au PCMN visés à l'article 754.

- Les autres charges relèvent de la subvention annuelle de fonctionnement visée à l'article 767, alinéa 1^{er}, 2^o et à l'article 769.

- Lorsque la subvention annuelle de personnel ne permet pas de couvrir l'ensemble des charges y afférentes, celles-ci peuvent être couvertes par la subvention annuelle de fonctionnement telle qu'elle est définie à l'article 769.

5. Contrôle financier :

Quand un service existe au sein d'une entité administrative comprenant des services subventionnés sur la base du Titre 11 ou sur la base du Titre 7, chapitre 1, 2, 3 ou 4 du livre 5 de la deuxième partie du présent code, le contrôle de l'utilisation des subventions de ce service se réalise en totalisant d'une part, les subventions octroyées et d'autre part, les charges qui doivent être ventilées par section au sein de la comptabilité. Cette disposition ne s'applique que pour autant que tous les services constituant l'entité administrative dont fait partie le service agréé sur base du présent code, soient soumis à une période de contrôle des subventions identique.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014 modifiant certaines dispositions de la deuxième partie, Livre 5, Titre 7 du Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé

Namur, le 15 mai 2014.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances,

Mme E. TILLIEUX

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2014/203749]

15 MEI 2014. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van sommige bepalingen van het tweede deel, Boek 5, Titel 7, van het Waals Reglementair Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid

De Waalse Regering,

Gelet op het Waals decreetgevend wetboek van sociale actie en gezondheid, tweede deel, Boek IV, artikel 283;

Gelet op het Waals Reglementair Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid, Tweede deel, Boek 5, Titel 7, Hoofdstukken 1, 3 en 4;

Gelet op het advies van het beheerscomité van het "AWIPH" (Waals Agentschap voor de Integratie van Gehandicapte Personen), gegeven op 26 september 2013;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 11 mei 2014;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 15 mei 2014;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, artikel 3, § 1;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat onmiddellijk een reglementaire wijziging aangebracht moet worden opdat het gebruik van de subsidies voor de diensten voor hulpverlening in open milieu vanaf 1 januari 2014 gecontroleerd kan worden over een periode van 3 jaar in plaats van één jaar;

Op de voordracht van de Minister van Sociale Actie;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit regelt, overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet, een materie bedoeld in artikel 128, § 1, ervan.

Art. 2. Artikel 476 van het Waals Reglementair Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid wordt aangevuld met een punt 9°, luidend als volgt :

« 9° Verbonden entiteit : de entiteit verbonden met een vereniging is de entiteit zoals omschreven in artikel 19, § 1, 4°, van het koninklijk besluit van 19 december 2003 betreffende de boekhoudkundige verplichtingen en de openbaarmaking van de jaarrekening van bepaalde verenigingen zonder winstoogmerk, internationale verenigingen zonder winstoogmerk en stichtingen. ».

Art. 3. Artikel 512 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt :

« Art. 512. § 1. De jaarrekeningen van elke dienst worden aan het "AWIPH" overgemaakt uiterlijk 31 mei van het jaar na het boekjaar, samen met het rapport van een bedrijfsrevisor, wiens opdracht erin bestaat de rekeningen te certificeren en, in voorkomend geval, recht te zetten.

§ 2. Die rekeningen moeten ook vergezeld gaan van een volledige lijst van de verbonden entiteiten. De boekhouding van die entiteiten moet bovendien op verzoek ingekeken kunnen worden door de diensten van het "AWIPH".

§ 3. Het boekjaar stemt overeen met het kalenderjaar. ».

Art. 4. Artikel 513 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt :

« Art. 513. Indien verstrekkingen van een verbonden entiteit uitgaan, geven de verstrekkers hun aanwezigheid aan in het personeelsregister. ».

Art. 5. In artikel 527 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° paragraaf 2 wordt vervangen als volgt :

« § 2. Als het totaalbedrag van de personeelslasten van de dienst kleiner is dan 85 % van de jaarlijkse toelage, wordt het verschil ingevorderd bij de controle op het gebruik van de toelagen door het "AWIPH". »;

2° er wordt een paragraaf 3 ingevoegd, luidend als volgt :

« § 3. De controle op het gebruik van de subsidies door het "AWIPH" wordt over driejaarlijkse periodes gevoerd. Als het totaalbedrag van de toelaatbare lasten na afloop van elke periode kleiner is dan de overeenkomstige toelagen, wordt het verschil ingevorderd na aftrek van de invorderingen bedoeld in paragraaf 1 »;

3° er wordt een paragraaf 4 ingevoegd, luidend als volgt :

« § 4. In afwijking van paragraaf 3, kan de voor gehandicapte personen bestemde begeleidingsdienst bij opvang in een gezin die deel uitmaakt van een administratieve entiteit met door het "AWIPH" gesubsidieerde diensten kiezen voor een jaarlijkse controle.

Als de dienst voor een driejaarlijkse controle kiest, geeft hij het "AWIPH", volgens de modaliteiten die het "AWIPH" bepaalt, uiterlijk 30 juni van het jaar na het boekjaar kennis van het gekozen type controle, alsook van een voorstel van ingangspunt van de periode waarvoor het "AWIPH" zijn akkoord geeft.

Als die informatie niet verstrekt wordt binnen de termijn bedoeld in het tweede lid, wordt het geheel van de diensten van de administratieve entiteit jaarlijks gecontroleerd. »

Art. 6. In hetzelfde Wetboek wordt bijlage 50 vervangen door bijlage 1 die bij dit besluit gaat.

Art. 7. In bijlage 51 bij hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° onder punt II wordt paragraaf 3 vervangen als volgt :

« § 3. De directeur moet binnen vier jaar na 1 september na zijn indienstneming of bevordering volgende voorwaarde vervullen :

1° hetzij de tweejarige opleidingen van 150 uren "Beheer van diensten voor gehandicapte personen", die georganiseerd worden door een opleidingsoperator of een door de Franse Gemeenschap erkende onderwijsinstelling en waarvan de inhoud goedgekeurd is door het beheerscomité van het "AWIPH", met succes hebben gevolgd;

2° hetzij geslaagd zijn voor de modules van de specialisatie « Kader van de non-profit sector », georganiseerd door het onderwijs voor sociale promotie :

* « Benaderingen van de managementpraktijken »;

* « Organisatiestrategieën »;

* « Organisatiebeheer »;

* « Gebruik van de boekhoudkundige en budgettaire instrumenten ».

2° Punt II wordt aangevuld met een paragraaf 4, luidend als volgt :

« § 4. De directeur, houder van een master in sociale engineering en actie, wettigt de bijkomende opleiding. ».

Art. 8. Artikel 629 van hetzelfde Wetboek wordt aangevuld met een punt 10°, luidend als volgt :

« 10° Verbonden entiteit : de entiteit verbonden met een vereniging is de entiteit zoals omschreven in artikel 19, § 1, 4°, van het koninklijk besluit van 19 december 2003 betreffende de boekhoudkundige verplichtingen en de openbaarmaking van de jaarrekening van bepaalde verenigingen zonder winstoogmerk, internationale verenigingen zonder winstoogmerk en stichtingen. ».

Art. 9. In artikel 680 van hetzelfde Wetboek wordt het tweede lid vervangen als volgt :

« Ze moeten ook vergezeld gaan van een volledige lijst van de verbonden entiteiten. De boekhouding van die entiteiten moet bovendien op verzoek ingekeken kunnen worden door de diensten van het "AWIPH".

Art. 10. Artikel 681 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt :

« Art. 681. Indien verstrekkingen van een verbonden entiteit uitgaan, geven de verstrekkers hun aanwezigheid aan in het personeelsregister. ».

Art. 11. In artikel 706 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° paragraaf 2 wordt vervangen als volgt :

« § 2. Als het totaalbedrag van de personeelslasten van de dienst kleiner is dan 85 % van de jaarlijkse toelage, wordt het verschil ingevorderd bij de controle op het gebruik van de toelagen door het "AWIPH". »;

2° er wordt een paragraaf 3 ingevoegd, luidend als volgt :

« § 3. De controle op het gebruik van de subsidies door het "AWIPH" wordt over driejaarlijkse periodes gevoerd. Als het totaalbedrag van de toelaatbare lasten na afloop van elke periode kleiner is dan de overeenkomstige toelagen, wordt het verschil ingevorderd na aftrek van de invorderingen bedoeld in paragraaf 1 »;

3° er wordt een paragraaf 4 ingevoegd, luidend als volgt :

« § 4. In afwijking van paragraaf 3, kan de integratiehulpdienst die deel uitmaakt van een administratieve entiteit met door het "AWIPH" gesubsidieerde diensten kiezen voor een jaarlijkse controle.

Als de dienst voor een driejaarlijkse controle kiest, geeft hij het "AWIPH", volgens de modaliteiten die het "AWIPH" bepaalt, uiterlijk 30 juni van het jaar na het boekjaar kennis van het gekozen type controle, alsook van een voorstel van ingangsdatum voor de periode waarvoor het "AWIPH" zijn akkoord geeft.

Als die informatie niet verstrekt wordt binnen de termijn bedoeld in het tweede lid, wordt het geheel van de diensten van de administratieve entiteit jaarlijks gecontroleerd. »

Art. 12. In artikel 1377 van hetzelfde Wetboek wordt het derde lid vervangen als volgt :

« De hoofdopvoeders en opvoeders groepsleiders bedoeld in Titel 11 van Boek 5 van het tweede deel van het Wetboek die vóór 1 juli 2014 als omkaderingspersoneel in dienst genomen zijn op basis van de kwalificaties bedoeld in artikel 668 van hetzelfde Wetboek, behouden de bezoldiging gekoppeld aan de loonschaal en de andere geldelijke voordelen die op hen van toepassing waren vóór hun indienstneming door de integratiehulpdienst voor zover zij voldoen aan de voorwaarden bedoeld onder punt II van bijlage 102. ».

Art. 13. In hetzelfde Wetboek wordt bijlage 70 vervangen door bijlage 2 die bij dit besluit gaat.

Art. 14. In bijlage 71 bij hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° onder punt II wordt paragraaf 3 vervangen als volgt :

« § 3. De directeur moet binnen vier jaar na 1 september na zijn indienstneming of bevordering volgende voorwaarde vervullen :

1° hetzij de tweejarige opleidingen van 150 uren "Beheer van diensten voor gehandicapte personen", die georganiseerd worden door een opleidingsoperator of een door de Franse Gemeenschap erkende onderwijsinstelling en waarvan de inhoud goedgekeurd is door het beheerscomité van het "AWIPH", met succes hebben gevolgd;

2° hetzij geslaagd zijn voor de modules van de specialisatie « Kader van de non-profit sector », georganiseerd door het onderwijs voor sociale promotie :

* « Benaderingen van de managementpraktijken »;

* « Organisatiestrategieën »;

* « Organisatiebeheer »;

* « Gebruik van de boekhoudkundige en budgettaire instrumenten ».

3° punt II wordt aangevuld met een paragraaf 4, luidend als volgt :

« § 4. De directeur, houder van een master in sociale engineering en actie, wordt vrijgesteld van de bijkomende opleiding waarin paragraaf 3 voorziet. ».

Art. 15. Artikel 725 van hetzelfde Wetboek wordt aangevuld met een punt 9°, luidend als volgt :

« 9° Verbonden entiteit : de entiteit verbonden met een vereniging is de entiteit zoals omschreven in artikel 19, § 1, 4°, van het koninklijk besluit van 19 december 2003 betreffende de boekhoudkundige verplichtingen en de openbaarmaking van de jaarrekening van bepaalde verenigingen zonder winstoogmerk, internationale verenigingen zonder winstoogmerk en stichtingen. ».

Art. 16. Artikel 757 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt :

« Art. 757. § 1. De jaarrekeningen van elke dienst worden aan het "AWIPH" overgemaakt uiterlijk 31 mei van het jaar na het boekjaar.

§ 2. Die rekeningen moeten ook vergezeld gaan van een volledige lijst van de verbonden entiteiten. De boekhouding van die entiteiten moet bovendien op verzoek ingekeken kunnen worden door de diensten van het "AWIPH".

§ 3. Het boekjaar stemt overeen met het kalenderjaar. ».

Art. 17. Artikel 758 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt :

« Art. 758. Indien verstrekkingen van een verbonden entiteit uitgaan, geven de verstrekkers hun aanwezigheid aan in het personeelsregister. ».

Art. 18. In artikel 775 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het tweede lid wordt vervangen als volgt :

« De controle op het gebruik van de subsidies door het "AWIPH" wordt over driejaarlijkse periodes gevoerd. Als het totaalbedrag van de toelaatbare lasten na afloop van elke periode kleiner is dan de overeenkomstige toelagen, wordt het verschil ingevorderd na aftrek van de invorderingen bedoeld in het eerste lid »;

2° er worden leden ingevoegd, luidend als volgt :

« In afwijking van het tweede lid, kan de dienst voor hulpverlening bij de activiteiten van het dagelijkse leven die deel uitmaakt van een administratieve entiteit met door het "AWIPH" gesubsidieerde diensten kiezen voor een jaarlijkse controle.

Als de dienst voor een driejaarlijkse controle kiest, geeft hij het "AWIPH", volgens de modaliteiten die het "AWIPH" bepaalt, uiterlijk 30 juni van het jaar na het boekjaar kennis van het gekozen type controle, alsook van een voorstel van ingangsdatum voor de periode waarvoor het "AWIPH" zijn akkoord geeft.

Als die informatie niet verstrekt wordt binnen de termijn bedoeld in het tweede lid, wordt het geheel van de diensten van de administratieve entiteit jaarlijks gecontroleerd. »

Art. 19. In hetzelfde Wetboek wordt bijlage 78 vervangen door bijlage 3 die bij dit besluit gaat.

Art. 20. In bijlage 79 bij hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° onder punt II wordt paragraaf 3 vervangen als volgt :

« § 3. De AVJ-coördinatoren moeten binnen vier jaar na 1 september die volgt op hun indienstneming of bevordering aan de volgende voorwaarde voldoen :

1° hetzij de tweejarige opleidingen van 150 uren " Beheer van diensten voor gehandicapte personen ", die georganiseerd worden door een opleidingsoperator of een door de Franse Gemeenschap erkende onderwijsinstelling en waarvan de inhoud goedgekeurd is door het beheerscomité van het "AWIPH", met succes hebben gevolgd;

2° hetzij geslaagd zijn voor de modules van de specialisatie « Kader van de non-profit sector », georganiseerd door het onderwijs voor sociale promotie :

* « Benaderingen van de managementpraktijken »;

* « Organisatiestrategieën »; * « Organisatiebeheer »;

* « Gebruik van de boekhoudkundige en budgettaire instrumenten ».

2° punt II wordt aangevuld met een paragraaf 4, luidend als volgt :

« § 4. De directeur, houder van een master in sociale engineering en actie, wettigt de bijkomende opleiding. ».

Art. 21. Artikel 769 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt :

« Art. 769, § 1. Het bedrag van de werkingstoelage, met inbegrip van de kosten voor het onderhoud van de interfonie, wordt vastgelegd op 2.500,00 euro per daadwerkelijk ten laste genomen begunstigde en beperkt tot het maximumaantal begunstigden dat in de erkenningbeslissing vastligt.

§ 2. Het bedrag waarin § 1 voorziet, is gekoppeld aan het spilindexcijfer 119,53, dat op 1 mei 1996 als referentie dient voor de loonindexering in het openbaar ambt.

§ 3. het "AWIPH" kan binnen de perken van de begrotingskredieten een bijzondere toelage verlenen voor de vernieuwing van de domotica van de dienst. Die kredieten maken deel uit van de bijzondere reserve opgericht bij het besluit van de Waalse Regering van 23 januari 2014 betreffende de berekenings- en bepalingsregels van het maximumbedrag van een bijzondere reserve voor de toekenning van toelagen voor de investering aan de hulpverlenings-, onthaal- en opvanginfrastructuren erkend en gesubsidieerd door het "Agence wallonne pour l'Intégration des Personnes handicapées" (Waals Agentschap voor de Integratie van Gehandicapte Personen).

Art. 22. Dit besluit heeft uitwerking op 1 januari 2014, met uitzondering van artikel 12, dat in werking treedt op 1 juli 2014.

Art. 23. De Minister bevoegd voor het Gehandicaptenbeleid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 15 mei 2014.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,

Mevr. E. TILLIEUX

BIJLAGE 1

BIJLAGE 50

Beginselen op basis waarvan de in artikel 528 bedoelde lasten in aanmerking worden genomen

I. De lasten worden geacht toelaatbaar te zijn als de hierna vermelde algemene beginselen in acht genomen worden :

1) ze moeten betrekking hebben op de personen voor wie het het "AWIPH" een gunstige beslissing heeft genomen over de opportuniteit van een begeleiding door de dienst;

2) ze moeten betrekking hebben op de kosten waarvoor de dienst gesubsidieerd werd;

3) ze moeten redelijk zijn t.o.v. de behoeften van de gesubsidieerde activiteit;

4) ze moeten geboekt worden overeenkomstig de wetgeving op de boekhouding en de jaarrekeningen van de ondernemingen en overeenkomstig de desbetreffende uitvoeringsbesluiten;

5) ze moeten voortvloeien uit uitwisselingen tussen derden en uit tastbare economische realiteiten. Als de lasten het gevolg zijn van uitwisselingen tussen verbonden entiteiten, moet het afdoend karakter van de lasten door het « AWIPH » kunnen worden vastgesteld;

6) ze moeten voortvloeien uit uitwisselingen met natuurlijke personen die in geen geval deel mogen uitmaken van de inrichtende macht of van de directie van de dienst, of met rechtspersonen onder wie de leden van de inrichtende macht of van de directie van de dienst geen functie van directeur of bestuurder bekleden. In het tegenovergestelde geval moet het afdoend karakter van de lasten door het « AWIPH » kunnen worden vastgesteld;

7) zij mogen niet betrekking hebben op forfaitaire sommen, buiten de sommen die verantwoord zijn via een overeenkomst waarin de voorwaarden waaronder de beroepsprestaties geleverd en bezoldigd worden, omstandig worden omschreven;

8) zij dienen in voorkomend geval voort te vloeien uit de aanrekening die wordt doorgevoerd vanuit een verdeelsleutel die beantwoordt aan objectieve, realistische en concrete criteria;

9) ze mogen niet betrekking hebben op de toekenning van voordelen van allerlei aard.

2. Meer bepaald de volgende lasten worden geacht niet toelaatbaar te zijn :

2.1. in de rekeningen 60 en 61 bedoeld in het genormaliseerde boekhoudplan dat d.m.v. omzendbrieven aan de diensten wordt meegedeeld

1) het gedeelte van de reiskosten om dienstrekenen boven het percentage dat voor de personeelsleden van het Waalse Gewest voorzien wordt;

2) de investeringsgoederen hoger dan 500 euro, btw meegerekend, die als lasten worden toegerekend over één enkel boekjaar;

3) de representatiekosten die niet in rechtstreeks verband staan met de activiteit van de diensten;

4) de betaling van dienstprestaties die niet bij de fiscale administratie zijn aangegeven;

- 5) de restaurantstroken waarop de naam en de hoedanigheid van de gasten niet worden vermeld;
- 6) de hotelrekeningen waarop de naam en de hoedanigheid van de gasten niet worden vermeld;
- 7) de huurlasten die eventueel niet gerechtvaardigd zijn bij een geschreven huurcontract of een overeenkomst tussen de partijen, waarin een beschrijving wordt gegeven van de lokalen die het voorwerp zijn van het contract;
- 7) de huurlasten onder VZW's, behalve als ze overeenstemmen :

hetzij met het geïndexeerde kadastraal inkomen van betrokken gebouw, waarvan de afschrijving van de door de overheid verleende kapitaalsubsidies betreffende dat gebouw afgetrokken wordt. Onder geïndexeerd kadastraal inkomen wordt verstaan het niet geïndexeerde kadastraal inkomen bepaald door de Federale Overheidsdienst Financiën, vermenigvuldigd met onderstaande formule :

hetzij met de waarde van de afschrijvingen van het gedeelte van betrokken gebouw dat niet gesubsidieerd werd door de overheid.

Alleen in die gevallen kunnen de lasten die krachtens de wet op de huurovereenkomsten geacht worden ten laste van de verhuurder te vallen als huurderslasten aangenomen worden.

2.2. in de rekeningen 62 bedoeld in het genormaliseerde boekhoudplan dat d.m.v. een omzendbrief aan de diensten wordt meegedeeld :

- 1) de bezoldigingen die niet overeenstemmen met de loonschalen bedoeld in bijlage 52 en die niet opgesteld worden overeenkomstig de regels bedoeld onder de punten I, II en III van bijlage 51;
- 2) de aanvullende voordelen die niet voortvloeien uit een officiële overeenkomst in het kader van de PC 319.02 of van de Nationale Arbeidsraad;
- 3) de werkgeverspremies voor de bovenwettelijke verzekeringen bedoeld in rekening 6230;
- 4) de lasten met betrekking tot groepsverzekeringen;
- 5) de dotaties en de toepassingen van reserves voor het vakantie- en uitgaansgeld bedoeld in de rekeningen 6250 en 625;
- 6) de loonkosten die niet voortvloeien uit een overeenkomst of een geschreven arbeidscontract waarin minstens de door de werknemer uitgeoefende functie(s) en de omvang van de dienstverstrekkingen worden vermeld;
- 7) de loonlasten die niet het voorwerp zijn geweest van aangiften bij de RSZ en/of bij de Administratie van de belastingen.

2.3. in de rekeningen 63 bedoeld in het genormaliseerde boekhoudplan dat d.m.v. een omzendbrief aan de diensten wordt meegedeeld :

- 1) de afschrijvingslasten die voortvloeien uit percentages die hoger zijn dan :
 - a. 20 % voor de oprichtingskosten bedoeld in rekening 6300.
 - b. 33 % voor de onlichamelijke vaste activa bedoeld in rekening 6301.
 - c. 3 % voor bouwwerken en bebouwde gronden bedoeld in rekening 63020;
 - d. 10 % voor de inrichtingen en verbouwingen van gebouwen, excl. uitbreidingen, bedoeld in rekening 63020;
 - e. 20 % voor de installaties, machines en uitrustingen bedoeld in rekening 63021. Het educatieve materieel kan tegen 33 % afgeschreven worden;
 - f. 10 % voor het meubilair bedoeld in rekening 63022X;
 - g. 20 % voor het rollend materieel bedoeld in rekening 63022X;
 - h. één van voorvermelde percentages in functie van het type betrokken goederen voor het leasingcontract en andere gelijkaardige rechten;
 - i. Een afwijking van die percentages kan door het "AWIPH" worden toegestaan bij tweedehandse aankoop of aankoop van geprefabriceerde goederen. Bedoelde afwijking moet bij aangetekend schrijven aangevraagd worden en met redenen omkleed zijn.
- 2) de waardeverminderingen op schuldvorderingen bedoeld in de rekeningen 633 en 634;
- 3) de voorzieningen voor wettelijke en bovenwettelijke pensioenen bedoeld in rekening 635;
- 4) de voorzieningen voor grote onderhouds- en herstellingswerken bedoeld in rekening 636;
- 5) de andere voorzieningen bedoeld in rekening 637.

2.4. in de rekeningen 64 bedoeld in het genormaliseerde boekhoudplan dat d.m.v. een omzendbrief aan de diensten wordt meegedeeld :

- 1) de boeten aangerekend op rekening 640;
- 2) de minderwaarden op handelsvorderingen en andere minderwaarden bedoeld in de rekeningen 641 en 642;
- 3) de in de rekeningen 646 bedoelde kosten betreffende de bedragen die aan de subsidiërende overheid terugbetaald moeten worden.

2.5. in de rekeningen 65 bedoeld in het genormaliseerde boekhoudplan dat d.m.v. een omzendbrief aan de diensten wordt meegedeeld :

- 1) de niet-verdeelde financiële lasten, al naar gelang van het soort, in de volgende rekeningen : 65000—" Financiële lasten van investeringsleningen ", 65001—" Financiële lasten leasing ", 65002—" Financiële lasten kaskredieten - " AWIPH "- uitstel of dwingende redenen ", 65003—" Financiële lasten kaskredieten - Andere ", 6570—" Financiële lasten bankrekeningen ", 6571—" Financiële lasten - beleggingen ";
- 2) de lasten voor kaskredieten behalve als hierop een beroep moet worden gedaan wegens een uitstel van betaling waarvan de schuld bij de Administratie ligt of om een dwingende reden waarmee de dienst niets te maken heeft. In dit geval moet de dienst het uitstel van betaling en de verantwoordelijkheid van de Administratie bewijzen d.m.v. een attest dat aan het "AWIPH" moet worden gevraagd of het bewijs leveren van de dwingende aard van de gebeurtenis die het beroep op voormeld krediet rechtvaardigt;
- 3) de financiële lasten i.v.m. beleggingen.

2.6. in de rekeningen 66 bedoeld in het genormaliseerde boekhoudplan dat d.m.v. een omzendbrief aan de diensten wordt meegedeeld :

- de uitzonderlijke kosten bedoeld in rekening 660.

2.7. in de rekeningen 69 bedoeld in het genormaliseerde boekhoudplan dat d.m.v. een omzendbrief aan de diensten wordt meegedeeld :

- de kosten voor toepassingen en heffingen verdeeld in de rekeningen 69.

2.8. Varia :

- 1) de giften die tegelijkertijd als lasten en als opbrengsten geboekt worden;
- 2) de opbrengsten van de activiteiten van de instellingen die tegelijkertijd als lasten en als opbrengsten geboekt worden;
- 3) de lasten betreffende de terugbetalingen van administrateurskosten, behalve voor punctuele opdrachten waarover collegiaal beslist wordt door de raad van bestuur en de directie.

3. Van de lasten worden afgetrokken :

- 1) de door de overheid verleende toelagen wanneer ze precies dezelfde lasten dekken als degene die in aanmerking worden genomen in de zin van de artikelen 476 tot 544;
- 2) de door de Nationale Loterij verleende werkingstoelage kan niet van de lasten afgetrokken worden;
- 3) de diverse kosteninvorderingen, met uitzondering van de private giften, de opbrengsten van fancy-fairs of andere handelingen m.b.t. de opvraging van private storting, van de verkoop van producten buiten de dienst, van cash management en van ontvangsten die uit het verhuren van appartementen voortkomen. Deze uitzonderingen worden in aanmerking genomen als de betrokken opbrengsten in aparte rekeningen of subrekeningen geboekt worden en als de lasten m.b.t. de organisatie van deze handelingen eveneens apart geboekt worden;
- 4) de lasten betreffende de organisatie van fancy-fairs of andere handelingen m.b.t. de opvraging van private storting, de verkoop van producten buiten de dienst, van cash management en van ontvangsten die uit het verhuren van gesuperviseerde appartementen voortkomen. Ze moeten naar gelang hun type geboekt worden, net zoals de opbrengsten die uit deze handelingen voortkomen.

4. Toekenning van de lasten aan de verschillende toelagen :

- Onverminderd de principes op basis waarvan de lasten in aanmerking worden genomen in dit besluit :
- worden beschouwd als lasten die behoren bij de jaarlijkse personeelstoelage bedoeld in artikel 518, eerste lid, 2^o, de lasten die op geldige wijze worden ondergebracht in de rekeningen 618 en 62 vermeld in het genormaliseerd boekhoudplan bedoeld in artikel 509;
 - de andere lasten behoren bij de jaarlijkse werkingstoelage bedoeld in artikel 518, eerste lid, 1^o.
 - Als de jaarlijkse personeelstoelage onvoldoende is om het geheel van de daarop betrekking hebbende lasten te dekken, kunnen deze gedekt worden door de jaarlijkse werkingstoelage zoals bedoeld in artikel 518, eerste lid, 1^o.

5. Financiële controle :

Wanneer een dienst deel uitmaakt van een administratieve cel met diensten gesubsidieerd op grond van Titel 11 of van Titel 7, hoofdstuk 1, 2, 3 of 4, boek 5, tweede deel van dit Wetboek, wordt het gebruik van de toelagen van die dienst gecontroleerd door de verleende toelagen en de per sectie te boeken lasten op te tellen. Deze bepaling wordt toegepast voor zover alle diensten van de administratieve entiteit waarvan de op grond van dit Wetboek erkende dienst deel uitmaakt over dezelfde periode op hun toelagen gecontroleerd worden.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014 tot wijziging van sommige bepalingen van het Tweede deel, Boek 5, Titel 7, van het Waals regelgevend wetboek van Sociale actie en Gezondheid. Namen, 15 mei 2014.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,
Mevr. E. TILLIEUX

BIJLAGE 2
BIJLAGE 70

Beginselen op basis waarvan de in de artikelen 707 en 1379 bedoelde lasten in aanmerking worden genomen**I. De lasten worden geacht toelaatbaar te zijn als de hierna vermelde algemene beginselen in acht genomen worden :**

- 1) ze moeten betrekking hebben op de personen voor wie het het "AWIPH" een gunstige beslissing heeft genomen over de opportuniteit van een begeleiding door de dienst;
- 2) ze moeten betrekking hebben op de kosten waarvoor de dienst gesubsidieerd werd;
- 3) ze moeten redelijk zijn t.o.v. de behoeften van de gesubsidieerde activiteit;
- 4) ze moeten geboekt worden overeenkomstig de wetgeving op de boekhouding en de jaarrekeningen van de ondernemingen en overeenkomstig de desbetreffende uitvoeringsbesluiten;
- 5) ze moeten voortvloeien uit uitwisselingen tussen derden en uit tastbare economische realiteiten. Als de lasten het gevolg zijn van uitwisselingen tussen verbonden entiteiten, moet het afdoend karakter van de lasten door het « AWIPH » kunnen worden vastgesteld;
- 6) ze moeten voortvloeien uit uitwisselingen met natuurlijke personen die in geen geval deel mogen uitmaken van de inrichtende macht of van de directie van de dienst, of met rechtspersonen onder wie de leden van de inrichtende macht of van de directie van de dienst geen functie van directeur of bestuurder bekleden. In het tegenovergestelde geval moet het afdoend karakter van de lasten door het « AWIPH » kunnen worden vastgesteld;
- 7) zij mogen niet betrekking hebben op forfaitaire sommen, buiten de sommen die verantwoord zijn via een overeenkomst waarin de voorwaarden waaronder de beroepsprestaties geleverd en bezoldigd worden, omstandig worden omschreven;
- 8) zij dienen in voorkomend geval voort te vloeien uit de aanrekening die wordt doorgevoerd vanuit een verdeelsleutel die beantwoordt aan objectieve, realistische en concrete criteria;
- 9) ze mogen niet betrekking hebben op de toekenning van voordelen van allerlei aard.

2. Meer bepaald de volgende lasten worden geacht niet toelaatbaar te zijn :**2.1. in de rekeningen 60 en 61 bedoeld in het genormaliseerde boekhoudplan dat d.m.v. omzendbrieven aan de diensten wordt meegedeeld**

- 1) het gedeelte van de reiskosten om dienstrekenen boven het percentage dat voor de personeelsleden van het Waalse Gewest voorzien wordt;
- 2) de investeringsgoederen hoger dan 500 euro, btw meegerekend, die als lasten worden toegerekend over één enkel boekjaar;
- 3) de representatiekosten die niet in rechtstreeks verband staan met de activiteit van de diensten;
- 4) de betaling van dienstprestaties die niet bij de fiscale administratie zijn aangegeven;

- 5) de restaurantstroken waarop de naam en de hoedanigheid van de gasten niet worden vermeld;
- 6) de hotelrekeningen waarop de naam en de hoedanigheid van de gasten niet worden vermeld;
- 7) de huurlasten die eventueel niet gerechtvaardigd zijn bij een geschreven huurcontract of een overeenkomst tussen de partijen, waarin een beschrijving wordt gegeven van de lokalen die het voorwerp zijn van het contract;
- 8) de huurlasten onder VZW's, behalve als ze overeenstemmen

hetzij met het geïndexeerde kadastraal inkomen van betrokken gebouw, waarvan de afschrijving van de door de overheid verleende kapitaalsubsidies betreffende dat gebouw afgetrokken wordt. Onder geïndexeerd kadastraal inkomen wordt verstaan het niet geïndexeerde kadastraal inkomen bepaald door de Federale Overheidsdienst Financiën, vermenigvuldigd met onderstaande formule :

hetzij met de waarde van de afschrijvingen van het gedeelte van betrokken gebouw dat niet gesubsidieerd werd door de overheid.

Alleen in die gevallen kunnen de lasten die krachtens de wet op de huurovereenkomsten geacht worden ten laste van de verhuurder te vallen als huurderslasten aangenomen worden.

2.2. in de rekeningen 62 bedoeld in het genormaliseerde boekhoudplan dat d.m.v. een omzendbrief aan de diensten wordt meegedeeld :

- 1) de bezoldigingen die niet overeenstemmen met de loonschalen bedoeld in de bijlage 104 en 105 en die niet opgesteld worden overeenkomstig de regels bedoeld onder de punten I, II en III van bijlage 71;
- 2) de aanvullende voordelen die niet voortvloeien uit een officiële overeenkomst in het kader van de PC 319.02 of van de Nationale Arbeidsraad;
- 3) de werkgeverspremies voor de bovenwettelijke verzekeringen bedoeld in rekening 6230;
- 4) de lasten met betrekking tot groepsverzekeringen;
- 5) de dotaties en de aanwendungen van reserves voor het vakantie- en uitgaansgeld bedoeld in de rekeningen 6250 en 625;
- 6) de loonkosten die niet voortvloeien uit een overeenkomst of een geschreven arbeidscontract waarin minstens de door de werknemer uitgeoefende functie(s) en de omvang van de dienstverstrekkingen worden vermeld;
- 7) de loonlasten die niet het voorwerp zijn geweest van aangiften bij de RSZ en/of bij de Administratie van de belastingen.

2.3. in de rekeningen 63 bedoeld in het genormaliseerde boekhoudplan dat d.m.v. een omzendbrief aan de diensten wordt meegedeeld :

- 1) de afschrijvingslasten die voortvloeien uit percentages die hoger zijn dan :
 - a. 20 % voor de oprichtingskosten bedoeld in rekening 6300;
 - b. 33 % voor de onlichamelijke vaste activa bedoeld in rekening 6301;
 - c. 3 % voor bouwwerken en bebouwde gronden bedoeld in rekening 63020;
 - d. 10 % voor de inrichtingen en verbouwingen van gebouwen, excl. uitbreidingen, bedoeld in rekening 63020;
 - e. 20 % voor de installaties, machines en uitrustingen bedoeld in rekening 63021. Het educatieve materieel kan tegen 33 % afgeschreven worden;
 - f. 10 % voor het meubilair bedoeld in rekening 63022X;
 - g. 20 % voor het rollend materieel bedoeld in rekening 63022X;
 - h. één van voorvermelde percentages in functie van het type betrokken goederen voor het leasingcontract en andere gelijkaardige rechten;
 - i. een afwijking van die percentages kan door het het "AWIPH" worden toegestaan bij tweedehandse aankoop of aankoop van geprefabriceerde goederen. Bedoelde afwijking moet bij aangetekend schrijven aangevraagd worden en met redenen omkleed zijn.
- 2) de waardeverminderingen op schuldvorderingen bedoeld in de rekeningen 633 en 634;
- 3) de voorzieningen voor wettelijke en bovenwettelijke pensioenen bedoeld in rekening 635;
- 4) de voorzieningen voor grote onderhouds- en herstellingswerken bedoeld in rekening 636;
- 5) de andere voorzieningen bedoeld in rekening 637.

2.4. in de rekeningen 64 bedoeld in het genormaliseerde boekhoudplan dat d.m.v. een omzendbrief aan de diensten wordt meegedeeld :

- 1) de boeten aangerekend op rekening 640;
- 2) de minderwaarden op handelsvorderingen en andere minderwaarden bedoeld in de rekeningen 641 en 642;
- 3) de in de rekeningen 646 bedoelde kosten betreffende de bedragen die aan de subsidiërende overheid terugbetaald moeten worden.

2.5. in de rekeningen 65 bedoeld in het genormaliseerde boekhoudplan dat d.m.v. een omzendbrief aan de diensten wordt meegedeeld :

- 1) de niet-verdeelde financiële lasten, al naar gelang van het soort, in de volgende rekeningen : 65000—" Financiële lasten van investeringsleningen ", 65001—" Financiële lasten leasing ", 65002—" Financiële lasten kaskredieten - " AWIPH "- uitstel of dwingende reden ", 65003—" Financiële lasten kaskredieten - Andere ", 6570—" Financiële lasten bankrekeningen ", 6571—" Financiële lasten - beleggingen ";
- 2) de lasten voor kaskredieten behalve als hierop een beroep moet worden gedaan wegens een uitstel van betaling waarvan de schuld bij de Administratie ligt of om een dwingende reden waarmee de dienst niets te maken heeft. In dit geval moet de dienst het uitstel van betaling en de verantwoordelijkheid van de Administratie bewijzen d.m.v. een attest dat aan het het "AWIPH" moet worden gevraagd of het bewijs leveren van de dwingende aard van de gebeurtenis die het beroep op voormeld krediet rechtvaardigt;
- 3) de financiële lasten i.v.m. beleggingen.

2.6. in de rekeningen 66 bedoeld in het genormaliseerde boekhoudplan dat d.m.v. een omzendbrief aan de diensten wordt meegedeeld :

- de uitzonderlijke kosten bedoeld in rekening 660.

2.7. in de rekeningen 69 bedoeld in het genormaliseerde boekhoudplan dat d.m.v. een omzendbrief aan de diensten wordt meegedeeld :

- de kosten voor aanwendungen en heffingen verdeeld in de rekeningen 69.

2.8. Varia :

- 1) de giften die tegelijkertijd als lasten en als opbrengsten geboekt worden;
- 2) de opbrengsten van de activiteiten van de instellingen die tegelijkertijd als lasten en als opbrengsten geboekt worden;
- 3) de lasten betreffende de terugbetalingen van administratiekosten, behalve voor punctuele opdrachten waarover collegiaal beslist wordt door de raad van bestuur en de directie.

3. Van de lasten worden afgetrokken :

- 1) de door de overheid verleende toelagen wanneer ze precies dezelfde lasten dekken als degene die in aanmerking worden genomen in de zin van de artikelen 629 tot 724;
- 2) de door de Nationale Loterij verleende werkingstoelage kan niet van de lasten afgetrokken worden;
- 3) de diverse kosteninvorderingen, met uitzondering van de private giften, de opbrengsten van fancy-fairs of andere handelingen m.b.t. de opvraging van private storting, van de verkoop van producten buiten de dienst, van cash management en van ontvangsten die uit het verhuren van appartementen voortkomen. Deze uitzonderingen worden in aanmerking genomen als de betrokken opbrengsten in aparte rekeningen of subrekeningen geboekt worden en als de lasten m.b.t. de organisatie van deze handelingen eveneens apart geboekt worden;
- 4) de lasten betreffende de organisatie van fancy-fairs of andere handelingen m.b.t. de opvraging van private storting, de verkoop van producten buiten de dienst, van cash management en van ontvangsten die uit het verhuren van gesuperviseerde appartementen voortkomen. Ze moeten naar gelang hun type geboekt worden, net zoals de opbrengsten die uit deze handelingen voortkomen.

4. Toekenning van de lasten aan de verschillende toelagen :

Onverminderd de principes op basis waarvan de lasten in aanmerking worden genomen in dit besluit :

- worden beschouwd als lasten die behoren bij de jaarlijkse personeelstoelage bedoeld in artikel 694, eerste lid, 2^o, de lasten die op geldige wijze worden ondergebracht in de rekeningen 618 en 62 vermeld in het genormaliseerd boekhoudplan bedoeld in artikel 677;

- de andere lasten behoren bij de jaarlijkse werkingstoelage bedoeld in artikel 694, eerste lid, 1^o

5. Financiële controle :

Wanneer een dienst deel uitmaakt van een administratieve cel met diensten gesubsidieerd op grond van Titel 11 of van Titel 7, hoofdstuk 1, 2, 3 of 4, boek 5, tweede deel van dit Wetboek, wordt het gebruik van de toelagen van die dienst gecontroleerd door de verleende toelagen en de per sectie te boeken lasten op te tellen. Deze bepaling wordt toegepast voor zover alle diensten van de administratieve entiteit waarvan de op grond van dit Wetboek erkende dienst deel uitmaakt over dezelfde periode op hun toelagen gecontroleerd worden.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014 tot wijziging van sommige bepalingen van het Tweede deel, Boek 5, Titel 7, van het Waals regelgevend Wetboek van Sociale actie en Gezondheid.

Namen, 15 mei 2014.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,

Mevr. E. TILLIEUX

BIJLAGE 3

BIJLAGE 78

Beginnelsen op grond waarvan de in artikel 776 bedoelde lasten van de hulpdiensten i.v.m. de activiteiten van het dagelijkse leven

I. De lasten worden geacht toelaatbaar te zijn als de hierna vermelde algemene beginselen in acht genomen worden :

- 1) ze moeten betrekking hebben op de personen voor wie het het "AWIPH" een gunstige beslissing heeft genomen over de opportuniteit van een begeleiding door de dienst;
- 2) ze moeten betrekking hebben op de kosten waarvoor de dienst gesubsidieerd werd;
- 3) ze moeten redelijk zijn t.o.v. de behoeften van de gesubsidieerde activiteit;
- 4) ze moeten geboekt worden overeenkomstig de wetgeving op de boekhouding en de jaarrekeningen van de ondernemingen en overeenkomstig de desbetreffende uitvoeringsbesluiten;
- 5) ze moeten voortvloeien uit uitwisselingen tussen derden en uit tastbare economische realiteiten. Als de lasten het gevolg zijn van uitwisselingen tussen verbonden entiteiten, moet het afdoend karakter van de lasten door het « AWIPH » kunnen worden vastgesteld;
- 6) ze moeten voortvloeien uit uitwisselingen met natuurlijke personen die in geen geval deel mogen uitmaken van de inrichtende macht of van de directie van de dienst, of met rechtspersonen onder wie de leden van de inrichtende macht of van de directie van de dienst geen functie van directeur of bestuurder bekleden. In het tegenovergestelde geval moet het afdoend karakter van de lasten door het « AWIPH » kunnen worden vastgesteld;
- 7) zij mogen niet betrekking hebben op forfaitaire sommen, buiten de sommen die verantwoord zijn via een overeenkomst waarin de voorwaarden waaronder de beroepsprestaties geleverd en bezoldigd worden, omstandig worden omschreven;
- 8) zij dienen in voorkomend geval voort te vloeien uit de aanrekening die wordt doorgevoerd vanuit een verdeelsleutel die beantwoordt aan objectieve, realistische en concrete criteria;
- 9) ze mogen niet betrekking hebben op de toekenning van voordelen van allerlei aard.

2. Meer bepaald de volgende lasten worden geacht niet toelaatbaar te zijn :**2.1. in de rekeningen 60 en 61 bedoeld in het genormaliseerde boekhoudplan dat d.m.v. omzendbrieven aan de diensten wordt meegedeeld**

- 1) het gedeelte van de reiskosten om dienstredenen boven het percentage dat voor de personeelsleden van het Waalse Gewest voorzien wordt;
- 2) de investeringsgoederen hoger dan 500 euro, btw meegerekend, die als lasten worden toegerekend over één enkel boekjaar;
- 3) de representatiekosten die niet in rechtstreeks verband staan met de activiteit van de diensten;
- 4) de betaling van dienstprestaties die niet bij de fiscale administratie zijn aangegeven;
- 5) de restaurantstroken waarop de naam en de hoedanigheid van de gasten niet worden vermeld;
- 6) de hotelrekeningen waarop de naam en de hoedanigheid van de gasten niet worden vermeld;
- 7) de huurlasten die eventueel niet gerechtvaardigd zijn bij een geschreven huurcontract of een overeenkomst tussen de partijen, waarin een beschrijving wordt gegeven van de lokalen die het voorwerp zijn van het contract;
- 8) de huurlasten onder VZW's, behalve als ze overeenstemmen :

hetzij met het geïndexeerde kadastraal inkomen van betrokken gebouw, waarvan de afschrijving van de door de overheid verleende kapitaalsubsidies betreffende dat gebouw afgetrokken wordt. Onder geïndexeerd kadastraal inkomen wordt verstaan het niet geïndexeerde kadastraal inkomen bepaald door de Federale Overheidsdienst Financiën, vermenigvuldigd met onderstaande formule :

hetzij met de waarde van de afschrijvingen van het gedeelte van betrokken gebouw dat niet gesubsidieerd werd door de overheid.

Alleen in die gevallen kunnen de lasten die krachtens de wet op de huurovereenkomsten geacht worden ten laste van de verhuurder te vallen als huurderslasten aangenomen worden.

2.2. in de rekeningen 62 bedoeld in het genormaliseerde boekhoudplan dat d.m.v. een omzendbrief aan de diensten wordt meegedeeld :

- 1) Wat betreft de hulpdiensten i.v.m. de activiteiten van het dagelijks leven, de bezoldigingen die niet overeenstemmen met de weddeschalen 1, 2, 3, 5, 6, 8, 11, 13, 19, 24, met uitzondering van de personen in dienst genomen voor de inwerkingtreding van dit besluit die in aanmerking kwamen voor een hogere schaal dan die van assistent AVJ wegens hogere kwalificaties dan die vereist in bijlage 76;
- 2) de aanvullende voordelen die niet voortvloeien uit een officiële overeenkomst in het kader van de PC 319.02 of van de Nationale Arbeidsraad;
- 3) de werkgeverspremies voor de bovenwettelijke verzekeringen bedoeld in rekening 6230;
- 4) de lasten met betrekking tot groepsverzekeringen;
- 5) de dotaties en de aanwendingen van reserves voor het vakantie- en uitgaansgeld bedoeld in de rekeningen 6250 en 625;
- 6) de loonkosten die niet voortvloeien uit een overeenkomst of een geschreven arbeidscontract waarin minstens de door de werknemer uitgeoefende functie(s) en de omvang van de dienstverstrekkingen worden vermeld;
- 7) de loonlasten die niet het voorwerp zijn geweest van aangiften bij de RSZ en/of bij de Administratie van de belastingen.

2.3. in de rekeningen 63 bedoeld in het genormaliseerde boekhoudplan dat d.m.v. een omzendbrief aan de diensten wordt meegedeeld :

- 1) de afschrijvingslasten die voortvloeien uit percentages die hoger zijn dan :
 - a. 20 % voor de oprichtingskosten bedoeld in rekening 6300;
 - b. 33 % voor de onlichamelijke vaste activa bedoeld in rekening 6301;
 - c. 3 % voor bouwwerken en bebouwde gronden bedoeld in rekening 63020;
 - d. 10 % voor de inrichtingen en verbouwingen van gebouwen, excl. uitbreidingen, bedoeld in rekening 63020;
 - e. 20 % voor de installaties, machines en uitrustingen bedoeld in rekening 63021. Het informaticamaterieel kan tegen 33 % afgeschreven worden;
 - f. 10 % voor het meubilair bedoeld in rekening 63022X;
 - g. 20 % voor het rollend materieel bedoeld in rekening 63022X;
 - h. één van voorvermelde percentages in functie van het type betrokken goeden voor het leasingcontract en andere gelijkaardige rechten;
 - i. Een afwijking van die percentages kan door het het "AWIPH" worden toegestaan bij tweedehandse aankoop of aankoop van geprefabriceerde goederen. Bedoelde afwijking moet bij aangetekend schrijven aangevraagd worden en met redenen omkleed zijn.
- 2) de waardeverminderingen op schuldvorderingen bedoeld in de rekeningen 633 en 634;
- 3) de voorzieningen voor wettelijke en bovenwettelijke pensioenen bedoeld in rekening 635;
- 4) de voorzieningen voor grote onderhouds- en herstellingswerken bedoeld in rekening 636;
- 5) de andere voorzieningen bedoeld in rekening 637.

2.4. in de rekeningen 64 bedoeld in het genormaliseerde boekhoudplan dat d.m.v. een omzendbrief aan de diensten wordt meegedeeld :

- 1) de boeten aangerekend op rekening 640;
- 2) de minderwaarden op handelsvorderingen en andere minderwaarden bedoeld in de rekeningen 641 en 642;
- 3) de in de rekeningen 646 bedoelde kosten betreffende de bedragen die aan de subsidiërende overheid terugbetaald moeten worden.

2.5. in de rekeningen 65 bedoeld in het genormaliseerde boekhoudplan dat d.m.v. een omzendbrief aan de diensten wordt meegedeeld :

1) de niet-verdeelde financiële lasten, al naar gelang van het soort, in de volgende rekeningen : 65000—" Financiële lasten van investeringsleningen ", 65001—" Financiële lasten leasing ", 65002—" Financiële lasten kaskredieten - " AWIPH "- uitstel of dwingende reden ", 65003—" Financiële lasten kaskredieten - Andere ", 6570—" Financiële lasten bankrekeningen ", 6571—" Financiële lasten - beleggingen ";

2) de lasten voor kaskredieten behalve als hierop een beroep moet worden gedaan wegens een uitstel van betaling waarvan de schuld bij de Administratie ligt of om een dwingende reden waarmee de dienst niets te maken heeft. In dit geval moet de dienst het uitstel van betaling en de verantwoordelijkheid van de Administratie bewijzen d.m.v. een attest dat aan het het "AWIPH" moet worden gevraagd of het bewijs leveren van de dwingende aard van de gebeurtenis die het beroep op voormeld krediet rechtvaardigt;

- 3) de financiële lasten i.v.m. beleggingen.

2.6. in de rekeningen 66 bedoeld in het genormaliseerde boekhoudplan dat d.m.v. een omzendbrief aan de diensten wordt meegedeeld :

- de uitzonderlijke kosten bedoeld in rekening 660.

2.7. in de rekeningen 69 bedoeld in het genormaliseerde boekhoudplan dat d.m.v. een omzendbrief aan de diensten wordt meegedeeld :

- de kosten voor toepassingen en heffingen verdeeld in de rekeningen 69.

2.8. Varia :

- 1) de giften die tegelijkertijd als lasten en als opbrengsten geboekt worden;
- 2) de opbrengsten van de activiteiten van de instellingen die tegelijkertijd als lasten en als opbrengsten geboekt worden;
- 3) de lasten betreffende de terugbetalingen van administratiekosten, behalve voor punctuele opdrachten waarover collegiaal beslist wordt door de raad van bestuur en de directie.

3. Van de lasten worden afgetrokken :

- 1) de door de overheid verleende toelagen wanneer ze precies dezelfde lasten dekken als degene die in aanmerking worden genomen in de zin van de artikelen 725 tot 783;
- 2) de door de Nationale Loterij verleende werkingstoelage kan niet van de lasten afgetrokken worden;
- 3) de diverse kosteninvorderingen, met uitzondering van de private giften, de opbrengsten van fancy-fairs of andere handelingen m.b.t. de opvraging van private storting, van de verkoop van producten buiten de dienst, van cash management en van ontvangsten die uit het verhuren van appartementen voortkomen. Deze uitzonderingen worden in aanmerking genomen als de betrokken opbrengsten in aparte rekeningen of subrekeningen geboekt worden en als de lasten m.b.t. de organisatie van deze handelingen eveneens apart geboekt worden;
- 4) de lasten betreffende de organisatie van fancy-fairs of andere handelingen m.b.t. de opvraging van private storting, de verkoop van producten buiten de dienst, van cash management en van ontvangsten die uit het verhuren van gesuperviseerde appartementen voortkomen. Ze moeten naar gelang hun type geboekt worden, net zoals de opbrengsten die uit deze handelingen voortkomen.

4. Toekenning van de lasten aan de verschillende toelagen :

Onverminderd de principes op basis waarvan de lasten in aanmerking worden genomen in dit besluit :

- worden beschouwd als lasten die behoren bij de jaarlijkse personeelstoelage bedoeld in artikel 767, eerste lid, 1^o, en in artikel 768, de lasten die op geldige wijze worden ondergebracht in de rekeningen 618 en 62 vermeld in het genormaliseerd boekhoudplan bedoeld in artikel 754.
- De andere lasten behoren bij de jaarlijkse werkingstoelage bedoeld in artikel 767, eerste lid, 2^o, en in artikel 769.
- Als de jaarlijkse personeelstoelage niet volstaat om het geheel van de desbetreffende lasten te dekken, kunnen deze gedekt worden door de jaarlijkse werkingstoelage zoals bedoeld in artikel 769.

5. Financiële controle :

Wanneer een dienst deel uitmaakt van een administratieve cel met diensten gesubsidieerd op grond van Titel 11 of van Titel 7, hoofdstuk 1, 2, 3 of 4, boek 5, tweede deel van dit Wetboek, wordt het gebruik van de toelagen van die dienst gecontroleerd door de verleende toelagen en de per sectie te boeken lasten op te tellen. Deze bepaling wordt toegepast voor zover alle diensten van de administratieve entiteit waarvan de op grond van dit Wetboek erkende dienst deel uitmaakt over dezelfde periode op hun toelagen gecontroleerd worden.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014 tot wijziging van sommige bepalingen van het Tweede deel, Boek 5, Titel 7, van het Waals regelgevend Wetboek van Sociale actie en Gezondheid. Namen, 15 mei 2014.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,
Mevr. E. TILLIEUX

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE**MINISTERIE
VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST**

[C – 2014/31489]

6 JUNI 2014. — Beslissing van de Directeur-generaal van het Bestuur Ruimtelijke Ordening en Huisvesting tot delegatie van bevoegdheid en tekenbevoegdheid inzake herhuisvestingstoelagen

De Directeur-generaal van het Bestuur Ruimtelijke Ordening en Huisvesting,

Gelet op de wet van 29 oktober 1846 op de inrichting van het Rekenhof;

Gelet op de organieke ordonnantie van 23 februari 2006 houdende de bepalingen die van toepassing zijn op de begroting, de boekhouding en de controle;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 25 maart 1999 betreffende de delegatie van tekenbevoegdheid voor financiële aangelegenheden aan ambtenaren-generaal van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, gewijzigd door het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 25 april 2002, inzonderheid de artikelen 6 en 7;

**MINISTERE
DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE**

[C – 2014/31489]

6 JUIN 2014. — Décision du Directeur général de l'Administration de l'Aménagement du Territoire et du Logement accordant délégation de pouvoir et de signature dans la matière des allocations de logement

Le Directeur général de l'Administration de l'Aménagement du Territoire et du Logement,

Vu la loi du 29 octobre 1846 relative à l'organisation de la Cour des Comptes;

Vu l'ordonnance du 23 février 2006 portant les dispositions applicables au budget, à la comptabilité et au contrôle;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 25 mars 1999 relatif aux délégations de signature en matières financières accordées aux fonctionnaires généraux du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale, modifié par l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 25 avril 2002, notamment les articles 6 et 7;